Plantations sucrières chez les paysans sénoufo de la Côte-d'Ivoire et du Burkina Faso

Senoufo Farmers' Sugar-Cane Plantations in Ivory Coast and Burkina Faso

Marie Lorillard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8207>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8207

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2005

Pagination : 167-182

Référence électronique

Marie Lorillard, « Plantations sucrières chez les paysans sénoufo de la Côte-d'Ivoire et du Burkina Faso », *Études rurales* [En ligne], 175-176 | 2005, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 27 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8207> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.8207>

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_175&ID_ARTICLE=ETRU_175_0167

Plantations sucrières chez les paysans sénoufo de la côte-d'ivoire et du burkina faso

par Marie LORILLARD

| Editions de l'EHESS | Études rurales

2005/03 - 175

ISSN 0014-2182 | pages 167 à 182

Pour citer cet article :

— Lorillard M., Plantations sucrières chez les paysans sénoufo de la côte-d'ivoire et du burkina faso, Études rurales 2005/03, 175, p. 167-182.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

PLANTATIONS SUCRIÈRES CHEZ LES PAYSANS SÉNOUFO DE LA CÔTE-D'IVOIRE ET DU BURKINA FASO

Marie Lorillard

AU NORD-EST de la Côte-d'Ivoire, dans la région des savanes, et au sud-ouest du Burkina Faso, dans la province de la Comoé, deux complexes agro-industriels ont fait, il y a trente ans, leur apparition dans le paysage rural : il s'agit de plantations permettant de produire du sucre à grande échelle. Peu esthétiques et exotiques, celles-ci sont des zones hybrides, bien éloignées de l'image d'un terrain étanche aux changements économiques exogènes : en effet, on peut y voir des milliers d'hectares de parcelles géométriques couvertes de canne à sucre et pourvues d'un système d'irrigation d'envergure ; on peut y voir aussi des groupes d'ouvriers et d'ouvrières qui, la houe sur l'épaule et sous le regard de leurs chefs d'équipe, montent dans les camions spécifiques du « ramassage de main-d'œuvre » qui les conduiront à leur parcelle d'attribution ; puis, ça et là, on découvre quelques rares villages traditionnels enclavés entre deux champs de canne.

En s'imposant dans des espaces agraires auparavant régis par le droit coutumier, les complexes agro-industriels du sucre ont reconfiguré les modes d'appropriation des ressources

naturelles et les espaces sociaux, notamment en déplaçant des villages entiers et en détruisant des paysages traditionnels.

Ces systèmes de production n'affichent pas la moindre volonté de développement social puisqu'ils fonctionnent aujourd'hui de manière totalement privatisée et n'obéissent à aucune logique philanthropique ou éthique : ils ne répondent qu'à leurs aspirations économiques. Pourtant ces grands complexes agro-industriels se présentent comme des modèles de développement technique et économique qu'accompagnent des mesures d'hygiène et des structures de loisirs, avantages indéniables pour les populations tant de la Côte-d'Ivoire que du Burkina Faso et qui, dans le sujet qui nous occupe, sont représentées par l'ethnie majoritaire sénoufo¹.

Ces complexes agro-industriels sont surtout vantés par leurs cadres – ingénieurs, agronomes, directeurs divers qu'on qualifie commodément d'experts –, lesquels, pour justifier les mécontentements, se plaisent à invoquer la résistance des populations et « les habitudes ancestrales des Sénoufo qui, bien que travailleurs, sont des paysans arriérés et conservateurs ». Ce discours va à l'encontre de celui que tiennent les paysans, amputés d'une grande part de leurs terres et qui ont vécu les déplacements de population. Devenus ouvriers agricoles, les jeunes agriculteurs rejettent ce

1. Toutefois peu de villages dans lesquels j'ai enquêté sont composés uniquement de Sénoufo. Cette société se caractérise par une organisation sociale où le principe de résidence prime sur celui de descendance, ce qui permet aux structures villageoises d'intégrer en leur sein de nombreux étrangers [Zempléni 1996 : 36].

modèle productiviste, ce qui débouche parfois sur des grèves extrêmement violentes. Les anciens, eux, n'ont pas de mots pour exprimer ce que leur inflige l'apparition des complexes agro-industriels. Ils parlent de leur société comme d'un univers « malade, paralysé ».

Le dialogue difficile qui oppose les industriels aux ouvriers agricoles exige que l'on s'interroge sur les problèmes liés à la naissance de ces sociétés sucrières, sur leur mode de fonctionnement et sur les liens que celles-ci entretiennent avec les logiques paysannes locales. Dans la littérature anthropologique qui traite de la société sénoufo, peu de textes témoignent des bouleversements qui en ont affecté la structure traditionnelle. En effet, les anthropologues insistent plutôt sur la permanence du schéma ancestral et répétitif dans lequel la société sénoufo paraît s'inscrire et la présentent, eux aussi, comme une paysannerie fermée, conservatrice et sédentaire. Quelques auteurs récents ont toutefois rompu avec ce prisme réducteur qui correspondait à une vision des colonisateurs occidentaux [Launay 1999] reprise par les intellectuels sénoufo eux-mêmes.

Il faut reconnaître qu'une partie du paysage rural sénoufo semble se prêter parfaitement à cette image caricaturale. La quasi-totalité des villages ont conservé de nombreux rituels liés à la terre, notamment une initiation secrète à laquelle sont soumis les jeunes gens et dont on connaît la pénibilité des épreuves [Zempléni 1996 : 37]. Le travail de la terre revêt toujours une importance capitale et repose couramment sur l'usage de la houe. La culture attelée n'est pas encore répandue, et ce pour des raisons tant économiques que symboliques [Arditi et Bernus 1990 : 143].

Cette étude impose de revoir le cadre de pensée qui enferme la société sénoufo dans une identité anhistorique : l'ensemble du monde rural sénoufo traverse une crise profonde, ce qui est le cas également d'autres régions de l'Afrique de l'Ouest soumises elles aussi à un inéluctable processus de saturation foncière. De fait, depuis la colonisation française, l'introduction des cultures de rente – le coton surtout – a largement sédentarisé le mode de culture sénoufo et accaparé de vastes territoires, initiant ainsi une véritable compétition pour la terre [Sano 1989]. Ce à quoi il faut ajouter une très forte pression démographique à la campagne comme dans les villes, phénomène que les pouvoirs publics ne sont pas en mesure d'endiguer.

On ne peut évoquer la réalité de la Côte-d'Ivoire sans mentionner le conflit qui la secoue actuellement. Ses habitants sont les otages d'un mouvement de rébellion confus censé libérer le Nord et dans lequel les différents groupes de population sont loin de se reconnaître. Aussi cette zone est-elle peu à peu plongée dans un véritable marasme économique, joint à une situation politique et sociale anarchique : coupures de voies de communication, vides bancaires et administratifs, juridiques et autres domaines du secteur public.

Les plantations sucrières survivent de manière incertaine, comme l'ensemble des industries de la région, subissant ou s'accommodant des agissements des rebelles : pillages, rackets, utilisation du matériel logistique, ponctions de toutes sortes. Avant le « mouvement »², les

2. Terme que, dans le nord de la Côte-d'Ivoire, la population utilise pour désigner le conflit.

paysans s'assuraient certains revenus grâce aux cultures vivrières et arbustives, autres que la canne à sucre, qu'ils vendaient aux meilleurs acheteurs, sur le marché national. Désormais ces produits sont sous-payés et les personnes qui les acheminent sont souvent taxées à l'un ou l'autre des nombreux barrages que dressent les rebelles.

Dans ce contexte tendu et bouleversé, il faut se garder d'aborder la société sénoufo à travers un schéma uniquement ethnique et rural, ou comme un simple microcosme villageois, surtout dans le cadre précis de cette étude portant sur des plantations sucrières. En effet, les villages recomposés que ces dernières ont fait émerger sont les lieux d'un incessant brassage ethnique mêlant des codes culturels hétérogènes.

Étant partie initialement pour tenter d'appréhender l'un des objets les plus balisés et traditionnels de l'anthropologie africaniste, à savoir le rapport du paysan à la terre dans une société de l'Afrique de l'Ouest, je me suis trouvée face à une autre réalité : celle des grands complexes sucriers ivoirien qui abritent des conflits plus ou moins ouverts entre différents groupes sociaux³. Aussi les populations autochtones, meurtries par la dépossession de leurs terres, plongent-elles dans des traditions qui, de plus en plus, prennent l'allure de manifestations folkloriques. Cette découverte m'a amenée à repenser mon objet d'étude. Après avoir parlé avec les paysans, il m'est apparu que tous ceux qui vivaient dans les plantations – jeunes ou vieux, hommes ou femmes – voyaient dans le développement productiviste importé par cette nouvelle économie le facteur de la dissolution du lien social. Ce

qu'exprimaient régulièrement les cultivateurs lorsqu'ils affirmaient : « le monde est gâté », « le pays est gâté », « la terre est gâtée ».

Origine des complexes sucriers

LE POIDS DE L'HISTOIRE

Les complexes sucriers s'imposent dans le paysage rural comme des portions remodelées de l'espace, autonomes et incongrues, en rupture totale avec les territoires qui les entourent. Comment sont-ils apparus ?

Pour déterminer les facteurs qui ont permis leur mise en place, il faut les resituer dans le contexte spatial et historique d'une zone précise de l'Afrique de l'Ouest, qui, pour les colons, a constitué très tôt un enjeu économique.

Après avoir pénétré et conquis ce qui allait devenir ultérieurement la Côte-d'Ivoire et la Haute-Volta, les colons ont entrepris, lors de leur installation, de mettre en valeur ce territoire de l'Afrique de l'Ouest [Aubertin 1983 : 29 ; Coquery-Vidrovitch 1992 ; Ekanza et Tiredort 1999 : 17]. Il ne s'agissait pas seulement de contraindre les populations aux travaux forcés, mais également de leur imposer l'impôt de capitation et les pousser à adopter les cultures obligatoires sur les « champs du commandant » [Coquery-Vidrovitch *op. cit.* : 107-108].

Étant donné que l'essor des cultures commerciales privilégiait le sud, le nord

3. Bien que partageant une population, celle des Sénoufo, ces villageois du nord-est de la Côte-d'Ivoire doivent aux plantations sucrières d'être liés de façon plus socioéconomique qu'ethnique à ceux du sud-ouest du Burkina Faso.

ivoirien, et plus largement la partie qu'habitaient les populations voltaïques, est progressivement devenu un réservoir de main-d'œuvre pour les plantations de la Basse Côte [Aubertin 1983 : 32-33 ; Chauveau et Dozon 1985 : 73 ; Coquery-Vidrovitch *op. cit.* : 31 ; Dozon 1989 : 138]. Cette situation a pour longtemps transformé le paysage démographique ouest-africain, plus particulièrement ivoirien. Les frontières géographiques elles-mêmes ont été remaniées afin de réquisitionner plus facilement les travailleurs destinés au Sud :

Le Nord s'installe de plus en plus en périphérie du sud et s'agrandit de la basse Haute-Volta (en 1934, la partie méridionale de la Haute-Volta est effectivement rattachée à la colonie ivoirienne pour faciliter l'acheminement de la main-d'œuvre d'origine mossi vers la zone forestière) [Dozon 1989 : 148].

En Côte-d'Ivoire, cette situation a contribué à créer un profond déséquilibre entre les régions méridionales, attractives et extraverties, et un Nord enclavé, depuis longtemps considéré comme la « vache à lait de la colonie » [cité par Aubertin 1983 : 28].

LA CRÉATION DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

Après l'indépendance de la Côte-d'Ivoire en 1960 et celle de la Haute-Volta la même année, les deux sociétés sucrières étudiées ici ont, au moment de leur constitution, bénéficié chacune de plusieurs milliers d'hectares de terres susceptibles de servir le développement d'une agriculture jugée plus productive et censée permettre une diversification des produits agricoles et un rééquilibrage du développement

intérieur régional⁴. On a pu parler à cet égard d'une politique de développement volontariste de la part du gouvernement ivoirien qui réagissait ainsi à l'abandon politique de la « région des savanes » ancrée depuis des décennies dans l'espace national [Aubertin 1981, 1983]. Plantations et industries de transformation de la canne à sucre ont été mises en place après quelques essais agronomiques dans la région mais tout porte à croire que ces derniers ont été effectués de manière hâtive, sans être véritablement pensés et confrontés à la réalité sociale et culturelle africaine [Aubertin 1983 : 47-48 ; Dubresson 1989 : 295].

Rappelons également que ces complexes sucriers sont l'héritage des sociétés d'État créées une dizaine d'années après l'indépendance des pays concernés. Ceux-ci ont légitimé les procédures d'expropriation des paysans, parfaite illustration de la raison d'État coloniale et postcoloniale. On sait que, durant la période coloniale, les gouverneurs pouvaient décider d'attribuer à des concessionnaires privés des parcelles considérées comme « vacantes et sans maître », ce qui a donné lieu à de nombreux abus. Insidieusement, les terres non immatriculées par le droit coutumier devenaient donc propriété de l'État. La seule condition posée aux compagnies privées était la mise en valeur du territoire, ce qui, dans l'absolu, restait assez flou. Certes, les paysans locaux pouvaient recourir à l'immatriculation pour conserver leurs terres, mais leurs

4. Cela est particulièrement vrai pour la Côte-d'Ivoire, mais également, dans une moindre mesure, pour la Haute-Volta [Hartog 1983 : 121].

demandes en ce sens étaient rares parce qu'elles impliquaient de lourdes procédures, souvent refusées par l'administration⁵ [Bouquet 2003 ; Ley 1983 : 136]. On peut parler là de spoliation foncière [Coquery-Vidrovitch *op. cit.* : 112].

Les gouvernements indépendants de la Côte-d'Ivoire et de la Haute-Volta, en s'affranchissant du joug colonial, n'ont cependant pas fondamentalement remis en cause les lois foncières édictées par celui-ci. Ils ont notamment confirmé ou laissé subrepticement appliquer le principe d'immatriculation des terres « vacantes et sans maître ».

Le code domanial ivoirien de mars 1963, jamais promulgué mais néanmoins mis en œuvre avec une portée bien réelle, a, outre le fait qu'il renforçait un front de colonisation agricole dans la partie méridionale du pays, abondé en ce sens :

L'État étant le propriétaire du « domaine national », il devient possible de négocier avec lui pour la mise en valeur des terres propices aux cultures dont l'agro-industrie a besoin. Ces garanties existent dès lors que la terre appartient à celui qui la cultive [Ela 1990 : 216].

Pour ce qui concerne la Haute-Volta, il est écrit :

L'État étant maître des terres de l'espace national [...]. Ainsi déclarés « domaine public », les 10 000 hectares de terre retenus ont été concédés à la Société sucrière de Haute-Volta au titre de la participation de l'État voltaïque au capital de la société [...]. La conséquence majeure de cette mesure a été la confiscation partielle ou totale des terrains

villageois, ou des corollaires non moins majeurs. En effet, outre la perte de tout droit sur leurs terres confisquées, les communautés villageoises, contraintes au déplacement de leurs villages, assistent impuissantes à la destruction de leur patrimoine [Baro et Ouattara 1986 : 171].

La raison qu'a invoquée le gouvernement voltaïque pour justifier l'expropriation était alors la cause d'utilité publique, initiée en 1955 lors d'une réforme des lois foncières coloniales.

Dans le cadre de ces expropriations familialement qualifiées de « déguerpissements⁶ », les mesures destinées à faire place aux parcelles de canne à sucre s'accompagnent nécessairement du déplacement des villages ou de leur morcellement. Les concessions villageoises sont alors « relogées » autour des axes routiers menant à l'usine, ou au sein des gros villages composites qui la joutent, ce qui n'est pas sans rappeler les techniques coloniales de regroupement des populations. Certaines concessions, qui défendent avec ténacité leurs traditions, ont pu conserver leur site originel, mais ce au prix d'une perte foncière inestimable. Elles sont ainsi devenues le lieu de rassemblement de paysans sans terre. L'expression « village piégé » définie à l'occasion

5. Voir V. Bonnecase, « Les étrangers et la terre en Côte-d'Ivoire à l'époque coloniale ». Document de l'unité de recherche 095 n° 2. Montpellier, IRD, 2001.

6. Ce procédé ne peut être considéré comme une technique spécifique de l'installation des agro-industries du sucre. Il a été, en Côte-d'Ivoire et au Burkina Faso, utilisé en d'autres occasions : barrages, projets de développement rural ou urbain.

d'une étude sur le complexe ivoirien de Zuénoula convient particulièrement bien [Kouassigan 1978].

Sur le plan économique, les complexes sucriers ont été pensés comme des projets de grande envergure dans le contexte d'une forte spéculation sur le sucre au niveau mondial :

Le sucre ivoirien sera produit sur une grande échelle : complexes de 5 000 hectares [...] emploi de hautes technologies, mécanisation poussée, irrigation générale, investissements initiaux supérieurs à 260 milliards de francs CFA auxquels il faut prévoir 200 milliards supplémentaires pour la gestion de la dette [Aubertin 1981 : 2].

Le plan sucrier a été mis en œuvre par la Sodésucre, une société d'État ivoirienne créée en octobre 1971 et succédant à la Suci, une société d'économie mixte créée en 1970 en association avec deux groupes français opérant au Congo et à Madagascar [Dubresson 1989].

Au sud-ouest de la Haute-Volta, l'espace traditionnel a lui aussi été remémbré. La société qui s'y est implantée, la So-Su HV (Société sucrière de Haute-Volta) a occupé et occupe toujours des milliers d'hectares de terres. Là encore, à l'origine, il s'agissait d'une société d'économie mixte avec une participation importante du gouvernement voltaïque [Hartog 1983 : 123].

Ces sociétés ont toujours entretenu des liens ambivalents avec l'État. Dès le début, elles ont été placées sous la tutelle d'un ministère technique et du ministère des Finances et tenues à certains résultats.

Constamment tournées vers l'accroissement de la production de canne afin de

satisfaire le marché intérieur et assurer l'exportation de leurs produits finis [Kouame Kra 1991], ces sociétés ont progressivement cherché à s'agrandir. Dans leurs rapports plus ou moins officiels, l'accent est mis sur la hausse constante du tonnage à l'hectare, ce qui, concrètement, se traduit par une extension des terres cultivables, donc de nouvelles expropriations. Pourtant, dès 1977, on assiste en Haute-Volta à une baisse de la production. Les causes, multiples, laissent déjà entrevoir un vieillissement de la plantation et un essoufflement des structures agraires [Hartog 1983 : 126]. Dans le même temps, les sociétés sucrières de Côte-d'Ivoire ont, elles aussi, bien du mal à atteindre leurs objectifs. Les dirigeants tendent à attribuer les dysfonctionnements des plantations à des facteurs techniques ou extérieurs et justifient ainsi leur restructuration éventuelle⁷. Aujourd'hui, les deux complexes sucriers étudiés obéissent à des logiques privées et sont dirigés par des entreprises étrangères.

Altération du paysage agraire

« LA CANNE A BOUFFÉ LA TERRE »

Les anciens cultivateurs qui peuplent encore les villages encerclés par les parcelles de canne à sucre constatent qu'« il n'y a plus de terres cultivables, la terre n'est plus vaste ». Les jeunes ouvriers agricoles attribuent la concurrence

7. Les rapports officiels mentionnent la sécheresse de 1983. Voir J. Kouame Kra [1991]. On sait pourtant qu'elle ne peut être seule responsable de la fermeture de plusieurs complexes et de la baisse importante de production.

accrue qui s'exerce sur les terres au fait que « la canne a bouffé la terre ». Ici, le mot « bouffé » n'est pas sans rappeler l'expression qui dans un parler franco-africain exprime une idée de corruption ou de gaspillage.

Dans les régions de Ferkéssédougou (Côte-d'Ivoire) et de Banfora (Burkina Faso), les anciens cultivateurs qui vivent désormais dans les villages piégés se souviennent, amers, des événements qui ont précédé l'installation des sociétés sucrières, moments qui sont restés gravés dans leur mémoire par leur brutalité ; ces anciens racontent que « les machines sont venues, une nuit, défricher leurs parcelles, y déraciner les arbres ». Ces actes, violents pour les autochtones, n'en étaient pas moins légaux en ce sens que, après consultation des populations et après une série de promesses plus ou moins fallacieuses faites par les dirigeants de ces grandes opérations de remembrement, ils sont entrés dans un cahier des charges⁸.

Il n'en reste pas moins que manguiers, rôniers et anacardes qui faisaient la richesse des villageois ont été abattus. Outre le fait qu'ils constituaient un couvert végétal dense et une barrière naturelle freinant l'érosion des sols, ils alimentaient des réseaux économiques locaux extrêmement importants telle la vente de mangues, de vin de palme, de vannerie. De surcroît, les vergers traditionnels et les cours d'eau que se sont accaparés les sociétés sucrières jalonnaient l'espace, marquaient les limites des terres de chaque famille. Par ailleurs, si on écoute attentivement les propos des villageois, on note que les agriculteurs n'appréhendent pas la métamorphose du paysage rural sous son angle uniquement symbolique :

Avant, on faisait le *dogo*⁹ ici. Aujourd'hui on ne le pratique plus. Nous n'avons plus les moyens de le faire. Il faut effectuer des sacrifices pour le *dogo* : des poules, des chèvres, des bœufs. Mais nous n'avons plus d'argent. Nous sommes plus préoccupés par l'idée de nous nourrir que de faire ce genre de choses, les fétiches. Nos rôniers ont été abattus, mais sur l'espace que la So-Su a pris il y avait des arbres fruitiers qui ont été aussi abattus. Ces arbres, ils rapportaient beaucoup. On allait vendre leurs produits au marché ou pour des funérailles. Tout a été abattu. Nous avions signé un cahier des charges. Ils avaient dit que nous n'allions plus payer l'impôt pendant dix ans. C'est un premier point. Le deuxième point c'est que tout ce qui est rônier et arbre fruitier abattu allait être payé à son propriétaire. Cela ne s'est jamais fait¹⁰.

Ce fragment d'entretien indique que les arbres n'étaient pas que des repères dans un espace agraire investi religieusement : ils étaient aussi un vecteur de richesse dans les réseaux

8. Par exemple, au Burkina Faso, on a promis aux habitants des villages « déguerpis » de les exonérer de certains impôts, de les dédommager de leurs pertes, de construire des écoles et des dispensaires. De toutes ces mesures, seule l'exonération d'impôts, étendue sur une durée de dix ans, a été respectée.

9. Il s'agit de l'initiation des jeunes garçons, qui consiste en une retraite dans le bois sacré, accompagnée de nombreuses épreuves d'endurcissement, et dont l'issue consiste en une fête villageoise, occasion de dépenses somptuaires.

10. Entretien réalisé au sud-ouest du Burkina Faso, mai 2003.

d'échanges intervillageois. Lorsqu'ils les évoquent, les paysans regrettent d'avoir perdu le socle de leurs activités rituelles et le support de véritables revenus.

PAUPÉRISATION DES VILLAGES ENCLAVÉS

Face à ces considérations, on se doit de reconnaître que peu d'avantages immédiatement visibles accompagnent l'apparition des agro-industries dans les circuits économiques. Les cultivateurs voient dans le développement productiviste un facteur de paupérisation des villages spoliés ou encerclés par la canne à sucre, ce qui se joue à plusieurs niveaux.

Si les cultivateurs d'aujourd'hui insistent sur l'appauvrissement de la terre et l'épuisement des sols dus à une exploitation intensive et à un excès d'engrais, les anciens, eux, évoquent les interdits qui pesaient sur le travail agricole d'antan. Les rituels posaient certaines limites à l'exploitation abusive des sols mais sans que cela soit formulé de façon explicite. Ce sont les jeunes qui, ayant abandonné certains de ces interdits, s'inquiètent d'un environnement que l'homme pourrait solliciter de manière incontrôlée :

Nos vieux avaient la manière de préserver les choses. Ils ne défrichaient pas tout : pas les bas-fonds, les bordures des cours d'eau... Aujourd'hui, l'exploitation n'a plus de limites : la terre s'épuise avec les engrais chimiques. Avant, on laissait certaines terres se reposer pendant dix ou vingt ans¹¹.

La réalité c'est que la productivité qu'impose la logique macroéconomique du complexe sucrier a un effet pervers, à savoir une stérilisation

progressive de la terre induite par la monoculture de la canne, notamment sur les parcelles destinées aux cultures vivrières. La concurrence que se font les agriculteurs pour bénéficier de la terre fait qu'il ne leur est plus possible de pratiquer la jachère comme ils le faisaient auparavant : les possibilités de pâture sur les terres laissées en friche pendant la saison des pluies n'existent plus. Aussi la relation entre élevage et agriculture se dégrade-t-elle considérablement.

De surcroît, selon les villageois, outre l'appauvrissement de la terre, l'agro-industrie accroît les difficultés d'approvisionnement en eau. Les cultivateurs prétendent que depuis l'installation des agro-industries, la saison des pluies est retardée de plusieurs semaines, la saison sèche s'étendant parfois jusqu'au mois de juillet. Les vents soufflèrent eux aussi de manière beaucoup plus violente. Comment ne pas lier la disparition de la végétation aux bouleversements climatiques ?

Force est de constater que la monoculture de la canne à sucre mobilise des quantités considérables de ressources en eau pour alimenter un système d'irrigation dense et coûteux. Ce réseau est mis en cause par les cultivateurs parce qu'il détourne les rivières naturelles et nargue insidieusement les paysans repoussés vers les terres les plus infertiles :

Notre marigot a séché cette année. C'est la première fois. Nous ne supportons pas de perdre nos sites sacrés, nos racines. Le marigot est sec comme la terre. Avant, du fait qu'on respectait les interdits, il y

11. Entretien réalisé au nord de la Côte-d'Ivoire, mars 1999.

avait de grandes pluies à cette saison, mais c'est fini. La manière de travailler la terre, c'était uniquement pendant l'hivernage. Pendant la saison sèche, la terre se reposait. Le jour où le marigot s'est tari, les gens n'ont pas pu se laver. Ils ont dormi comme ça. On ne pouvait pas se laver, personne ne s'est lavé. Il n'y a plus de honte. Les tuyaux d'irrigation, ils pompent dans la rivière et ils passent sur nos terres. C'est arrogant. C'est comme si la So-Su nous avait réduits à néant pour nous faire souffrir¹².

Dans ce contexte de paupérisation de la terre et des hommes et de raréfaction des points d'eau, on assiste à une concurrence accrue pour l'appropriation des ressources naturelles. Celle-ci est souvent le point de départ de conflits violents qui opposent les sous-groupes sénoufo aux étrangers, phénomène récurrent depuis des décennies et qui va bien au-delà des agro-industries [Diallo 2000 ; Hagberg 2001 ; Le Guen 2004].

Un monde en transition

L'ORDRE SOCIAL

Avec le temps les plantations de canne à sucre ont donné lieu à des migrations pendulaires importantes entre la Côte-d'Ivoire et le Burkina Faso. Ces flux de population ont métissé la région pour ce qui est des nationalités et des appartenances ethniques. Ce phénomène, déjà évoqué à propos de la composition hétérogène des villages sénoufo, n'est pas vraiment neuf mais semble s'être fortement accentué avec l'apparition des grandes plantations qui, en plus de dévorer progressivement l'espace cultivable, confrontent et mêlent les différentes populations qui tentent d'en vivre.

Ce métissage apparaît de façon plus nette dans les villages qu'ont constitués les complexes agro-industriels et où les individus sont censés être regroupés selon leur statut social. Plus qu'à une ethnie précise, ceux-ci appartiennent au « village cadre » ou au « village des manœuvres ». Dans chaque unité de production, que ce soit en Côte-d'Ivoire ou au Burkina Faso, le travail temporaire attire nombre de jeunes. Cette attraction a fait de ces agro-industries des lieux de vie précaires pour des populations aux identités plurielles.

La redéfinition des rôles va au-delà du seul niveau ethnique ou national. Sont concernés aussi les rapports de genre. Par exemple, au sein des agro-industries du sucre, les femmes voient leur statut changer. Du fait de leur capacité à effectuer certaines tâches elles sont plus nombreuses que les hommes à travailler dans les champs de canne, et souvent sur de plus longues périodes. Ce phénomène a mis le travail féminin dans une autre position sociale et conduit les hommes à considérer autrement leur activité, voire à y participer, même sous le regard moqueur de leurs pairs ou des anciens. Si dans l'agriculture extensive d'autrefois la femme bénéficiait déjà d'une forme d'indépendance économique avec la possession d'un champ personnel, cette autonomie relative s'est aujourd'hui accrue avec le salariat, et bien des femmes peuvent vivre convenablement sans conjoint. On voit donc que les femmes se sont relativement bien affranchies des codes anciens grâce au travail dans les agro-industries sucrières. Les nombreuses ouvrières agricoles qui

12. Entretien réalisé au sud-ouest du Burkina Faso, juillet 2003.

plantent la canne en pantalons et organisent des grèves ont adopté les manières des hommes et affirment leur participation à la vie publique.

Pourtant, pour les anciens, cette évolution revêt une connotation négative en ce qu'elle sape directement les fondements de leur autorité. Selon eux, cette redéfinition embrouillée des rôles est un signe manifeste de la perte de pouvoir des coutumes chez les jeunes générations. Sont pointées du doigt certaines catégories de population nées avec la transformation du paysage agraire et échappant au cadre traditionnel : « ces jeunes “déracinés” qui ont “un pied au village, un pied dans le modernisme” [...] ces fils qui ne reconnaissent plus leur père, qui travaillent pour leur ventre, qui ont abandonné les fétiches pour l'islam »¹³.

Ces évocations comportent plusieurs niveaux de signification. D'une part, les anciens déplorent le fait que les cultivateurs modernes aient délaissé le travail collectif pour se consacrer au travail de manœuvre ou à leurs propres champs. Ils mettent en cause l'affaiblissement des réseaux traditionnels de solidarité qui contribuaient à leur puissance économique. D'autre part, ils révèlent avec ces propos la manière dont, oscillant entre deux mondes, les jeunes se désinvestissent des rituels fondamentaux garants de la fertilité de la terre. Par conséquent, ces « déracinés » ne sachant plus s'imposer dans l'univers traditionnel ne peuvent plus y occuper de véritable position et gagner en légitimité.

L'IMAGE DU CORPS

Les anciens évoquent également une catégorie de personnes d'un genre nouveau : ceux dont

le célibat se prolonge, « qui n'ont pas l'esprit assis, qui n'ont jamais les idées en place. Ils s'affolent d'un rien, ils ne sont pas posés, ils ne sont pas considérés dans le village »¹⁴. Ils sont incapables de se maîtriser, comportement indispensable à l'accomplissement de l'individu dans la société sénoufo. Ce dont parlent aussi les personnes âgées, c'est de leur incapacité grandissante à contrôler la sexualité des adolescents et des jeunes adultes du lignage en raison de la multiplication des réseaux dans lesquels ceux-ci s'inscrivent, particulièrement hors du village. Ces jugements, souvent exprimés de manière nostalgique et amère, semblent quelque peu conservateurs. Ils révèlent comment l'ordre ancien intervenait dans de nombreux domaines, ceux qui touchaient notamment à la fécondité des femmes, à la pérennité du lignage, à la fertilité de la terre.

En repositionnant totalement les femmes, les hommes et les étrangers, l'irruption des sociétés sucrières a opéré une véritable reconfiguration de l'espace social et symbolique. Certes, si certaines valeurs inhérentes à l'ancien *ethos* paysan demeurent, une grande partie ont été remises en question par l'apparition d'un autre monde aux portes des villages sénoufo. On peut dire que les grands complexes, en impliquant le salariat, ont généralisé la monétarisation de l'effort, du travail, ce qu'avait déjà amorcé la pérennisation des cultures de rente. Plus profondément, elles ont incité à

13. Entretien réalisé au nord de la Côte-d'Ivoire, avril 2002.

14. Entretien réalisé au sud-ouest du Burkina Faso, mai 2003.

pratiquer une forme de commerce dans tous les domaines constitutifs du champ social.

Sous divers aspects le corps lui-même est vécu différemment. Dans l'ordre ancien, la souffrance était mise en avant en ce qu'elle devait être dépassée, endurée, surtout sous le regard d'autrui. C'est à travers elle, mais particulièrement en la maîtrisant, que l'homme pouvait gagner la reconnaissance de ses pairs. Divers concours agricoles permettaient au jeune paysan de faire montre de son courage et attirer sur lui le regard des femmes prêtes au mariage. Dans le même esprit, la pénibilité, fondement du travail bien fait, s'opposait à la jouissance et aux plaisirs faciles.

Aujourd'hui sensibilisées à la biomédecine et à la consommation des biens « modernes », les populations tendent à déconstruire cette éthique de souffrance. L'arsenal des structures d'hygiène et de loisir a substitué au corps qu'on endure un corps qu'on dorlotte, voire qu'on vend¹⁵.

LOGIQUES TEMPORELLES

Dans le système de production antérieur à l'installation des plantations sucrières, tout ce qui touchait à l'exploitation de la terre supposait des rites propitiatoires. Ainsi, au début de la saison des pluies, les paysans procédaient à des sacrifices pour favoriser la mise en culture et recevoir la bénédiction des ancêtres. Et avant de creuser la terre pour en extirper le minerai, les forgerons-fondeurs faisaient des offrandes aux outils de leurs ancêtres placés dans la forge traditionnelle¹⁶.

Un « maître de terre », « sacrificateur de la terre », possédait des prérogatives rituelles

dans ce domaine et pouvait gérer le prêt des terres attribuées aux étrangers. Bien que sa fonction soit moindre aujourd'hui, elle existe toujours. Dans notre terrain d'étude ce personnage est censé apaiser les génies et ancêtres qui peuplent la terre et calmer les conflits ayant trait à son appropriation.

Chaque année, avant le début des travaux des champs, par l'entremise du maître de terre, les paysans « demandent pardon » à la terre en y versant le sang d'animaux sacrifiés : poules, coqs, bœufs, chèvres. Ce rituel marque le début d'un travail intense qui s'étend sur toute la période de la saison des pluies.

Le maître de terre est également garant du respect de certains interdits. Dans la semaine de six jours, comptage traditionnel du temps sénoufo, il en est toujours un où le fer ne doit pas toucher la terre afin que celle-ci se régénère. Par conséquent, ce jour-là il est interdit aux cultivateurs de se saisir de la houe, faute de quoi la terre ne pourrait se régénérer convenablement. Dans la même optique, tuer certains animaux équivaldrait à amoindrir la fertilité de la terre : les serpents – particulièrement les pythons – et plusieurs autres reptiles sont considérés comme vecteurs ou annonceurs de vie et de fécondité de la terre. Plusieurs autres actes entrent dans cette catégorie d'interdits. L'acte sexuel commis dans

15. La prostitution s'est d'ailleurs largement répandue aux abords des grandes plantations sucrières.

16. Le système de production sénoufo d'autrefois supposait une complémentarité entre forgerons et paysans. Globalement, leurs relations étaient régies par des règles d'évitement.

la brousse est une manière de « gâter la terre », donc de porter atteinte à sa richesse potentielle¹⁷. On estime que sans rites de réparation et de purification, la qualité des travaux agricoles et l'abondance des pluies pourraient être affectées.

Lorsque les rites d'ouverture sont accomplis, le travail peut commencer. Les groupes d'entraide se mobilisent afin de pouvoir défricher, labourer et semer les champs de chacun de leur membre. Dans le mode de production traditionnel la césure est très forte entre la saison sèche, celle du repos, des fêtes, des réjouissances et des petits travaux, et la saison des pluies, où la nourriture se fait plus parcimonieuse et où l'amitié fait place à une grande concurrence en matière d'agriculture, notamment entre frères d'initiation. Dans les champs, on valorise l'homme dur, amer, courageux. Mais le travail du paysan ne saurait se réaliser dans le seul déploiement de la force physique. L'adresse et la technique semblent beaucoup plus importantes : la manière de faire, le rapport au monde, la disposition du corps dur, celle du cœur « refroidi », autrement dit patient, s'expérimentent avec le temps et dans la souffrance. Cela ne s'acquiert qu'au prix de longues heures passées dans le champ avec le père ou l'oncle maternel.

Autrefois, ces parents procédaient à une véritable éducation du corps des enfants afin que ces derniers puissent plus tard affronter d'autres jeunes hommes dans les concours agricoles [Lemaire 1999, 2000 ; Zemp 2004] et porter loin le nom de la famille.

Toutefois, il importe de remarquer que ces techniques traditionnelles relatives à la terre et à son exploitation se font de plus en plus rares.

En effet, dans le cycle agraire de jadis, le temps était non pas calculé mais scandé par des événements naturels et rituels. Cela ne signifie pas qu'il n'était pas rigoureusement découpé et compté. Il s'agissait d'une temporalité autre que celle du système rationaliste de la plantation où on accorde une grande importance à l'épargne et à l'anticipation. Les nouvelles logiques temporelles imposées par l'exploitation maximale de la terre sont vécues par les paysans comme un temps étrié et raccourci, peu maîtrisable, qui les enferme dans un présent incertain ou les tourne vers un avenir encore plus hypothétique :

Avant, les fêtes provoquaient la pluie. Les défrichements de la Sodésucre, ça a été un choc. Une grande fatigue. Depuis, on ne fait que réfléchir. On ne fait que penser à demain. Car demain sera très dur !¹⁸

Quand on observe le calendrier agricole ancien et que l'on y intègre les occupations des manœuvres d'aujourd'hui on voit que le travail dans les champs de canne et dans les parcelles coutumières supprime complètement le traditionnel temps du repos de trois mois (janvier à mars). Cette nouvelle situation amène les paysans à sacrifier un ensemble de travaux mineurs : construction de maisons, fours et foyers, réfection des instruments aratoires, damage des maisons, entretien de petits jardins et champs de case. Dans

17. Cet interdit s'apparente à une forme déguisée de contrôle de l'adultère féminin.

18. Entretien réalisé en Côte-d'Ivoire, avril 2004.

cette nouvelle gestion du temps les activités se chevauchent et précipitent des rituels autrefois fondamentaux : l'offrande de prémices de la nouvelle récolte (quelques brins de riz et épis de mil offerts aux ancêtres), les sacrifices adressés aux génies de l'eau précédant l'ouverture des cultures.

L'organisation en groupes d'entraide, sans avoir disparu ne correspond plus à ce qu'elle était : la saison des pluies débutant plus tard et étant plus courte, le rythme des travaux doit s'accélérer, ce qui va à l'encontre du principe de réciprocité.

Enfin, l'ensemble des agro-industries sucrières s'est imposé comme un espace occidentalisé plaqué sur un univers traditionnel. Cette structure a importé, par sa présence même et par celle de cadres hermétiques à la condition paysanne de la région, une forme d'idéologie insidieusement véhiculée par certaines élites des pays concernés : celle qui tourne autour du mépris du paysan et du déni de sa parole. Les cultivateurs ne sont plus vraiment ceux que l'on admire pour leur courage, ces hommes accomplis et respectés. Ils font plutôt figure d'analphabètes et de rétrogrades, ou sont stigmatisés comme « ceux qui n'ont pas fait les bancs, ceux qui ne connaissent pas le papier »¹⁹.

Lorsqu'ils affirment que « la terre est gâtée, le monde est gâté », les cultivateurs déplorent la métamorphose de leur monde et de leur temps. On peut parler ici d'une véritable mort :

celle des représentations fondatrices et celle d'une organisation sociale.

Néanmoins, l'irruption des plantations sucrières n'est pas perçue de façon aussi négative par tous les acteurs. En effet, depuis quelques années, les responsables permettent aux paysans de cultiver la canne sur leurs propres terres, ce qui entre dans un vaste projet de développement appelé « canne villageoise », lequel s'accompagne de diverses formations et de différentes aides : attribution de nouvelles parcelles, préfinancements, fourniture d'intrants, suivis de production, etc. Cette orientation enthousiasme les cultivateurs qui entrevoient les bénéfices qu'ils peuvent tirer de cette entreprise. Ce projet invite ainsi les paysans locaux à véritable démarche participative. Les femmes, sans constituer une catégorie homogène, semblent apprécier la nouvelle division du travail.

De même que les populations du sud et de l'ouest ivoirien ont pu autrefois subvertir et anticiper le projet colonial de la filière café-cacao [Chauveau et Dozon 1985 : 69], les sociétés sénoufo enclavées dans les plantations sucrières parviennent petit à petit à se réapproprier un paysage rural modifié dans le contexte postcolonial, mais non sans douleur et sans perte.

19. Dans un parler populaire, cela désigne les personnes qui n'ont pas fréquenté l'école « à l'occidentale » et qui par conséquent ne maîtrisent pas le savoir dispensé par l'écrit.

Bibliographie

- Arditi, C. et E. Bernus** — 1990, « Les Peul, les Sénoufo et les vétérinaires : pathologie d'une opération de développement dans le nord de la Côte-d'Ivoire », *Cahier des sciences humaines* 26 (1-2) : 137-153.
- Aubertin, C.** — 1981, « Un exemple de développement industriel et régional : le programme sucrier ivoirien ». Communication présentée au séminaire interdisciplinaire de l'ORSTOM à Paris. — 1983 « Histoire et création d'une région "sous-développée" : le Nord ivoirien », *Cahiers de l'ORSTOM*, série Sciences humaines, vol. XIX (1) : 23-57.
- Baro, A. et S. Ouattara** — 1986, « Matrice traditionnelle et agro-industrie. L'impact du complexe sucrier de la SOSUHV (Société sucrière de Haute-Volta) » in B. Crousse, E. Le Bris et E. Le Roy eds., *Espaces disputés en Afrique noire. Pratiques foncières locales*. Paris, Karthala : 167-185.
- Bouquet, R.** — 2003, « Le poids des étrangers en Côte-d'Ivoire », *Annales de géographie* 630 : 115-145.
- Chauveau, J.-P. et J.-P. Dozon** — 1985, « Colonisation, économie de plantation et société civile en Côte-d'Ivoire », *Cahiers de l'ORSTOM*, série Sciences humaines, vol. XXI (1) : 63-80.
- Coquery-Vidrovitch, C.** — 1992, *L'Afrique occidentale au temps des Français : colonisateurs et colonisés* (1860-1960). Paris, La Découverte.
- Diallo, Y.** — 2000, *L'ethnicité peule dans des contextes nouveaux*. Paris, Karthala.
- Dozon, J.-P.** — 1989, « L'invention de la Côte-d'Ivoire », in *Face aux drapeaux (Le genre humain)* 20 : 135-162.
- Dubresson, A.** — 1989, *Villes et industries en Côte-d'Ivoire. Pour une géographie de l'accumulation urbaine*. Préface de P. Péliissier, publié avec le concours du ministère de la Coopération, de l'ORSTOM et de l'université Paris X-Nanterre.
- Ekanza, S.P. et A. Tirefort** — 1999, « La Côte-d'Ivoire d'hier aux années 1980 : jalons historiques », in R. Fabre et A. Tirefort eds., *Regards croisés sur les relations entre la France et l'Afrique*. Centre de recherche sur l'histoire du monde atlantique, Presses académiques de l'Ouest : 11-26.
- Ela, J.-M.** — 1990, *Quand l'État pénètre en brousse : les réponses paysannes à la crise*. Paris, Karthala.
- Hagberg, S.** — 2001, « À l'ombre du conflit violent. Règlement et gestion des conflits entre agriculteurs karaboro et agropasteurs peuls au Burkina Faso », *Cahiers d'études africaines* 161 (XLI-1) : 47-72.
- Hartog, T.** — 1983, « Le périmètre sucrier de Banfora (Haute-Volta) : du pouvoir technocratique aux déboires paysans », *Cahiers d'outre-mer* 36 (142) : 119-135.
- Kouame Kra, J.** — 1991, « L'industrie sucrière ivoirienne », in *Actes de la 1^{re} rencontre internationale en langue française sur la canne à sucre (Paris, 10-15 juin 1991)* : 22-26.
- Kouassigan, G.A.** — 1978, *Le village piégé. Urbanisation et agro-industrie en Côte-d'Ivoire*. Paris, PUF, Genève, IED.
- Launay, R.** — 1999, « Stereotypic Vision : The Moral Character of the Senufo Colonial and Postcolonial Discourse », *Cahiers d'études africaines* XXXIV (2) : 271-292.
- Le Guen, T.** — 2004, « Le développement agricole et pastoral du nord de la Côte-d'Ivoire. Problèmes de coexistence », *Cahiers d'outre-mer* 57 : 259-288.
- Lemaire, M.** — 1999, « Chants de l'agôn, chants du labeur : travail, musique et rivalité en pays sénoufo (Côte-d'Ivoire) », *Journal des africanistes* 69 (2) : 35-65. — 2000, « Représentations du travail en pays sénoufo tyebara ». Thèse de doctorat d'ethnologie, Université Paris X-Nanterre.
- Ley, A.** — 1983 « L'expérience ivoirienne », in E. Le Bris, E. Le Roy et F. Leimdorfer eds., *Enjeux fonciers en Afrique noire*. Paris, Karthala : 135-141.
- Sanogo, B.** — 1989, « Rôle des cultures commerciales dans l'évolution de la société sénoufo », *Le sud du Mali* 2 : 267-273.
- Zemp, H.** — 2004, « Pourquoi chanter plutôt que parler ? Paroles de balafon », *L'Homme* 171-172 : 313-332.
- Zempléni, A.** — 1996, « Savoir taire. Du secret et de l'intrusion ethnologique dans la vie des autres », *Gradhiva* 20 : 23-41.

Résumé

Marie Lorillard, *Plantations sucrières chez les paysans sénoufo de la Côte-d'Ivoire et du Burkina Faso*

Au sein des plantations agro-industrielles de la canne à sucre en Afrique de l'Ouest, les experts chargés du développement productiviste occultent souvent le discours critique que tiennent les paysans locaux vis-à-vis du nouveau mode d'exploitation de la terre et de son impact sur l'écosystème. Dans les logiques paysannes anciennes, tout un ensemble de pratiques religieuses était destiné à fixer des limites à une utilisation excessive des ressources naturelles. En affirmant que « le monde est gâté », les cultivateurs traduisent la crise d'un modèle agricole traditionnel et la dissolution des liens sociaux qu'il sous-tendait. Cette expression est le signe de la profonde métamorphose que connaît la société sénoufo qui, si elle a souvent été perçue comme particulièrement fermée, apparaît ici comme un monde en transition.

Mots clés

agro-industries, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, exploitation, plantations sucrières, productivisme, Sénoufo

Abstract

Marie Lorillard, *Senufo Farmers' Sugar-Cane Plantations in Ivory Coast and Burkina Faso*

Experts in industrial, productivity-oriented sugar-cane plantations in west Africa often overlook the criticism that local peasants make of new methods for working the land and their impact on the ecosystem. In line with traditional farming strategies, religious practices were intended to set limits on overusing natural resources. When declaring, "The world is spoiled", farmers are referring to the crisis of traditional farming and disintegration of the social bonds underlying this model. Though often seen as very closed, Senufo society is undergoing a transformation.

Keywords

agro-industry, Burkina Faso, Ivory Coast, exploitation, sugar-cane plantations, productivity, Senufo